



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'Environnement  
Et des Affaires Foncières

### **ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE A L'ARRETE PREFECTORAL DU 14 JUIN 1994 MODIFIE AUTORISANT LES ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX A EXPLOITER UN DEPOT D'HYDROCARBURES LIQUIDES AVEC EMPLISSAGE DE VEHICULES CITERNES A LE PONTET**

LE PREFET DE VAUCLUSE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V, titre 1<sup>er</sup> ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables ;

VU la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant les ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au Pontet

VU l'arrêté du 29 mai 1995 relatif à la mise en place des sirènes d'alerte dans les dépôts pétroliers ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 14 juin 1994 précité (réception d'hydrocarbures à partir du Groupement Pétrolier du Pontet) ;

VU l'étude de danger des Entrepôts Pétroliers Provençaux de mai 2002 ;  
VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 décembre 2002 ;  
VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 février 2003 ;  
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

Les ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX qui exploitent un dépôt pétrolier situé  
Domaine de la Verdette – 84130 Le Pontet sont tenus de respecter les articles suivants :

**ARTICLE 2 :**

L'étude de danger de mai 2002 sera complétée sur les points suivants :

- Capacités financières de l'exploitant légal,
- Carte des effets comparée au périmètre existant du PPI,
- Conclusion claire sur le niveau de sûreté, et sur l'échéancier de mise en place des éventuelles améliorations,

La version complétée de l'étude de danger sera transmise à Monsieur le Préfet dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

Cette étude de danger, complétée dans le cadre de l'article 2 ci dessus, sera soumise dans son ensemble à l'analyse critique d'un tiers expert.

Le choix du tiers expert sera soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.

Ce tiers expert aura pour mission, eu égard à l'état de l'art, aux techniques disponibles et à l'environnement de l'établissement, de dégager un avis sur la pertinence des mesures de sécurité figurant dans l'étude de danger, d'identifier les points faibles, les possibilités d'amélioration.

Le tiers expert pourra être amené à considérer des scénarios complémentaires à ceux pris en compte par l'exploitant dont certains paramètres seraient jugés par le tiers expert insuffisamment pénalisants.

Les documents génériques à l'établissement décrivant la politique de prévention des accidents majeurs, et le système de gestion de la sécurité, intégrés à l'étude de danger, seront également soumis à l'analyse critique mais ne doivent pas en constituer un objectif principal. Cet examen des documents génériques ne vise pas à constituer une validation du système de gestion de la sécurité par le tiers expert.

Le rapport du tiers expert sera remis à Monsieur le Préfet en 2 exemplaires dans un délai de **6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

#### **ARTICLE 4 :**

L'exploitant réalisera une étude technico-économique, qui étudiera les possibilités de réduction du risque à la source pour la partie d'établissement objet de l'étude de danger citée à l'article 2 du présent arrêté. Cette étude technico-économique devra envisager la suppression, la réduction et ou le remplacement des substances dangereuses objets du classement, la mise en œuvre des technologies intrinsèquement plus sûres, .... et afficher les avantages et les inconvénients de chaque situation envisagée.

Cette étude technico-économique sera remise à Monsieur le Préfet dans un délai de **4 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

#### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le, 14 AVR 2003

Pour le préfet

14 AVR 2003

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général

Alain CARTON